

*Les crédits*

pas l'argent nécessaire pour défendre leurs droits devant les tribunaux.

Il y a plusieurs questions qui touchent directement les femmes. Le gouvernement a prétendu que les prestations pour enfants profitaient surtout aux femmes. J'aimerais faire remarquer qu'à la page 107 des documents budgétaires, on dit très clairement que la nouvelle prestation aura pour effet de réduire les dépenses de programmes d'environ 750 millions en 1992-1993 et d'environ 3 milliards de dollars par année ensuite. En d'autres mots, à partir de maintenant, le gouvernement n'améliore pas les prestations aux enfants, il les réduit de 3 milliards de dollars par année.

Ceux qui comptent le plus sur ces prestations vont-ils profiter de ces changements? Je ne le crois pas. J'ai examiné les chiffres. Une famille qui gagne 40 000 \$ recevra 44 \$ de plus grâce à ce programme. Une famille qui gagne 50 000 \$ recevra 120 \$ de plus grâce à ce programme. Ceux qui gagnent 60 000 \$ perdront 380 \$ et ceux qui gagnent plus de 100 000 \$ perdront seulement 237 \$. Ce programme de prestations pour enfants profite-t-il vraiment à ceux qui en ont le plus besoin? Les chiffres disent le contraire.

On a suffisamment parlé de l'annulation du programme national de garderies. Je déteste en parler comme d'un programme qui concerne surtout les femmes car, pour autant que je sache, chaque enfant qui vient au monde a deux parents, un père et une mère. Néanmoins, la garde des enfants joue un rôle majeur dans la possibilité pour les femmes de participer à l'économie et d'avoir ou non accès à un emploi.

• (1750)

Le dernier député à prendre la parole a déclaré que le gouvernement prend des mesures concrètes en matière de logement. Le coût de l'habitation est le facteur qui contribue le plus à la pauvreté; malgré cela, ce gouvernement a entièrement aboli le programme de logements coopératifs qui permettait à de nombreuses familles, y compris des mères chefs de familles monoparentales et des gens du troisième âge — surtout des femmes —, de participer à la mise sur pied de leurs propres coopératives d'habitation et qui assurait aux personnes, au moment de leur emménagement, qu'elles n'auraient pas à chercher un endroit où vivre à 70 ou 75 ans.

Je rencontre des personnes âgées de ma circonscription qui vivent dans la coopérative de logements qu'elles ont elles-mêmes construite, et celles-ci craignent qu'en raison des compressions budgétaires qui frappent les programmes de logement social, elles-mêmes et d'autres personnes âgées en viennent dans quelques années à se sentir menacées dans leurs propre foyer et à ne plus avoir les moyens d'habiter les maisons qu'elles ont elles-mêmes construites.

Évidemment, il n'y a pas que le sort des programmes sociaux qui se répercute sur les femmes. Il est vrai que toutes les femmes ne sont pas pauvres. Mais toutes proportions gardées, les femmes sont plus pauvres et, dans une société aussi riche que la nôtre, cela est honteux. Et puisque les femmes sont plus pauvres, les enfants sont pauvres eux aussi. Nous savons quelles sont les conséquences de cette pauvreté: taux d'accident plus élevé, taux de maladie plus élevé, taux de décès plus élevé, taux de suicide plus élevé et taux de décrochage scolaire quatre fois supérieur à la moyenne. Ce sont là des conséquences de la pauvreté que notre société ne peut pas tolérer si nous croyons vraiment que nos ressources humaines sont nos ressources les plus importantes et que toute société civilisée doit tendre au premier chef à tirer le maximum du potentiel de ses ressources humaines.

Je veux aller au-delà des faux problèmes que les gens ont tendance à évoquer lorsque nous parlons des répercussions du budget sur les femmes. J'utiliserai le temps qu'il me reste pour parler des véritables répercussions du budget. Combien des 160 milliards de dollars que le gouvernement dépensera cette année profiteront à la moitié féminine de notre population et combien profiteront à la moitié masculine? En d'autres mots, à quel point ce budget est-il équitable envers les femmes par rapport aux hommes? Ce n'est pas là une question qu'un gouvernement s'est déjà posée.

Je peux vous dire, monsieur le Président, que lorsque j'ai participé à une telle analyse du budget des loisirs d'une municipalité, j'ai constaté que la majeure partie des fonds bénéficiaient aux garçons et aux hommes, pas aux femmes et aux filles. Je soupçonne que, si nous faisons l'analyse de ce budget du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes, nous trouverions que la vaste majorité des dépenses ne profitent ni aux femmes et à leurs enfants, ni même aux femmes tout court.

J'aimerais citer quelques exemples. Prenons les dépenses de programmes du gouvernement fédéral qui augmentent de 4,7 p. 100 alors que le gel des salaires fait que les femmes qui travaillent à la fonction publique fédérale, et ce sont de loin les moins payées, n'auront aucune augmentation cette année. Nous nous permettons une augmentation de 5 p. 100 des dépenses, alors que l'inflation ne devrait pas dépasser 3 p. 100, en fait à peine 2 p. 100, mais nous ne pouvons pas nous permettre de payer ces femmes qui gagnent un salaire de misère au service du fédéral.

Parlons de la rationalisation du gouvernement et des effets qu'elle a eus sur la catastrophe aérienne de Dryden selon le rapport d'enquête qui a été publié la semaine dernière. Il y est question à plusieurs reprises de spécialistes de Transport Canada qui, grassement payés pour assurer la sécurité des voyageurs, passent de plus en plus